



CONSEIL
DEPARTEMENTAL DES
PYRENEES ATLANTIQUES

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la coopérative participant au projet : |_|_|_|

Merci de cocher pour chaque adhérent le matériel pour lequel il est concerné. La liste des adhérents doit être établie par matériel lorsqu'il y en a plusieurs. (à compléter sur une feuille à part si la coopérative a plus de 10 adhérents au projet)

Et pour les adhérents dont les sièges sociaux sont situés hors du département du siège social la CUMA ou hors Région Nouvelle-Aquitaine, inscrire, s'il y a lieu une coche dans la colonne de droite correspondante du tableau ci-dessous

N°	Nom et prénom de l'adhérent participant au dossier	N.I*	Nouvel adhérent	Bio ou certification environnementale	Ex : Matériel 1 + Matériel 2 (si même adh.)	Matériel 3	Siège social hors dpt de la CUMA	Siège social Hors Nouvelle Aquitaine
1		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 etc.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* N.I (Nouvel Installé depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier : cf date de la 1^{ère} inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation, avec ou sans DJA).

Dans le cas où le projet est multipartenarial et implique au moins 2 CUMA :

N°	Nom de la CUMA	Nom et prénom de l'adhérent participant au projet d'investissement	N.I*	Nouvel adhérent	Bio ou certification environnementale HVE	Matériels concernés
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
5			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Salariés :

Nombre de salariés au sein de la CUMA en équivalent temps plein :

Avant-projet : _____

Après projet : _____

A remplir obligatoirement, même si le chiffre est de zéro.

2 - IDENTIFICATION DU PROJET

Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :

Identique à la localisation du demandeur ☐ Oui ☐ Non

Matériel stocké sur les exploitations agricoles des participants au projet ☐ Oui ☐ Non

Autre :

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

- Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_| au |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

TYPE DE MATERIELS DANS LEQUEL S'INSCRIT LE PROJET * :

(Exemples : chaîne de mécanisation, chaîne de mise en culture des fourrages, matériels et investissements environnementaux prioritaires, matériel lié à l'élevage non prioritaires etc...)

** reprendre le libellé tel qu'indiqué dans l'annexe 1 des investissements éligibles de l'appel à projets*

DESCRIPTION GLOBALE DU PROJET :

Le projet concerne un matériel similaire ⁽¹⁾ déjà présent dans la CUMA ?

☐ Oui ☐ Non

Si OUI est-ce lié à :

Une augmentation du nombre d'adhérents dans la CUMA ☐ Oui ☐ Non

Une augmentation d'activité ☐ Oui ☐ Non

Autre :

Précisez obligatoirement le(s) nom(s) des matériels similaires ou ses référence(s) reprises sur la liste des matériels de la CUMA quand il y a plusieurs matériels de concernés et présentés dans le dossier :

Pour rappel, ci-après la définition des matériels **similaires** ainsi que la possibilité de dérogation pour demander une aide sur un matériel de renouvellement (l'article 5 de l'appel à projets):

N'est pas considéré comme matériel de renouvellement et est donc potentiellement éligible le ou les matériels suivants :

Le(s) nouveau(x) matériel(s) éligibles à une subvention de l'appel à projets PCAE CUMA 2022, similaire(s) à un (des) matériel(s) déjà présent(s) dans la CUMA, c'est-à-dire figurant dans sa liste d'inventaire du matériel, qu'ils soi(ent) amorti(s) ou non, **ayant 10 ans d'âge au minimum**.

Dans le cas contraire des matériels **de moins de 10 ans d'âge**, La CUMA **s'engage** alors à conserver les matériels dits similaires ⁽¹⁾, **pour une durée minimale de 3 ans** (2) à compter de la date d'achat du nouveau matériel subventionné.

⁽¹⁾Un matériel **similaire** est un matériel **de moins de 10 ans d'âge** portant le même nom ou remplissant le même objectif général que le matériel faisant l'objet de la demande de subvention.

La 1^{ère} date de facturation du matériel (établie au nom de la CUMA ou autre) est la date servant de point de départ pour calculer l'âge du matériel (et donc le seuil des **10 ans**) jusqu'à la date du dépôt de demande d'aide.

Attention, cette condition ne dispense pas, pour tout matériel déjà subventionné, présent ou en cours de reprise, d'avoir été gardé à minima pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide (cf Article 6 de la décision juridique d'octroi de l'aide).

Attention, dans ce cas de figure, il vous sera alors demandé obligatoirement de compléter l'engagement supplémentaire relatif à cette situation, Chapitre 7 - Obligations générales, dernière partie.

3- INDICATEURS NATIONAUX : A REMPLIR OBLIGATOIREMENT

1. La CUMA comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?

☐ oui avec DJA ☐ oui sans DJA ☐ non

2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?

☐ oui ☐ non

3. Quelle est l'orientation technico-économique (**OTEX**) principale de la CUMA ?

(Cf. production majoritaire > 2/3 du Chiffre d'Affaires selon le référentiel joint à l'appel à projets, annexe 2)

Code : _____ Désignation : _____

4. Votre projet permet-il de créer des emplois dans la CUMA agricole ou via le groupement d'employeur utilisé par la CUMA ?

☐ oui ☐ non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?

☐ 0.5 ☐ 1 ☐ 1.5 ☐ 2 ☐ plus de 2

4- CRITERES DE SELECTION

DEFINITION CRITERES	POINTS	A cocher
Favoriser le renouvellement générationnel		
Dossier* de 1 à 10 adhérents : au moins 1 NI** participant au dossier Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 NI** participant au dossier	30	<input type="checkbox"/>
Favoriser les nouvelles pratiques agro-environnementales		
Matériels et investissements environnementaux prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	60	<input type="checkbox"/>
Matériels et investissements environnementaux non prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	40	<input type="checkbox"/>
Au moins 50% des adhérents, participant au dossier* , engagés dans le mode agriculture biologique ou dans une démarche de certification environnementale HVE	50	<input type="checkbox"/>
Dossier* comprenant un projet*** soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide (le projet devra représenter au moins 50% des investissements éligibles liés à l'objet du GIEE retenus du dossier)	50	<input type="checkbox"/>
Favoriser la structuration et l'organisation des CUMA		
Création <u>d'une nouvelle activité ****</u> chaîne de mécanisation	50	<input type="checkbox"/>
Projet inter CUMA (au moins 3 adhérents au projet issus d'une autre ou plusieurs autres CUMA que celle qui porte le dossier)	20	<input type="checkbox"/>
Fusion, absorption depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier	20	<input type="checkbox"/>
CUMA nouvellement créée (depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier)	20	<input type="checkbox"/>
Dossier* de 1 à 10 adhérents : 1 nouvel adhérent participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 nouveaux adhérents participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA	20	<input type="checkbox"/>
Présence ou création d'un emploi au sein de la CUMA (en direct ou par le biais d'un groupement d'employeur fournissant à la CUMA cet emploi), à partir de 0,5 ETP en CDI)	20	<input type="checkbox"/>
Favoriser le développement de l'élevage		
Matériels prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	60	<input type="checkbox"/>
Matériels non prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	40	<input type="checkbox"/>
Favoriser les investissements liés aux contraintes géomorphologiques des Zones Montagne		
Matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne	60	<input type="checkbox"/>
TOTAL DE POINTS A INDIQUER SVP :		

* **Dossier** : dossier administratif (ne peut comporter qu'un seul projet, c'est-à-dire un ou plusieurs investissements relevant d'une seule des 4 catégories définies dans l'appel à projet (Matériels liés à l'élevage OU Matériels et investissements environnementaux liés au végétal OU Chaînes de mécanisation OU Matériels liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne OU Matériels spécifiques filières).

** **NI** : nouvel installé depuis moins de 5 ans (au jour de la signature du dossier) à partir de la 1^{ière} inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation, avec ou sans DJA.

Si un adhérent est à la fois NI et Nouvel Adhérent, il ne sera pris qu'un seul critère au choix de la CUMA dans les critères de sélection ; il ne peut donc pas cumuler les points des 2 critères, sauf s'il ne s'agit pas du ou des mêmes adhérents.

Il n'est pas possible non plus de cumuler les points « CUMA nouvellement créée et Nouvel adhérent » dans les deux premières années de création de la CUMA.

Pour ce qui est du cumul des points sur les critères Fusion, absorption Cuma et Nouvel adhérent, pas de possibilité sauf s'il s'agit effectivement de nouveaux adhérents n'étant pas déjà adhérents aux CUMA créant le projet de fusion, absorption CUMA

*** Voir annexe 1 en fin d'appel à projets.

**** Est considérée comme **Nouvelle activité** Chaîne de mécanisation, tout investissement éligible dans une chaîne de mécanisation présenté par un groupe de la Cuma composé d'au moins 4 adhérents non engagés par ailleurs sur une autre chaîne de mécanisation déjà présente et ayant été aidée (vérification effectuée par le Service instructeur de la Région).

5 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES

ATTENTION, UN PLAFONNEMENT EVENTUEL DES DEPENSES ELIGIBLES A ETE MIS EN PLACE EN 2021 (CF CONDITIONS DE SON APPLICATION A L'ARTICLE 4 DE L'APPEL A PROJET 2021).

Vérification du coût raisonnable des dépenses :

- *plusieurs devis pour un même matériel,*

- . 1 devis pour les dépenses inférieures 2 000€ HT
- . 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT
- . 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000€ HT

Attention, le non-respect du bon nombre de devis ou l'absence de mentions importantes ET obligatoires sur un des devis peut se traduire par un dossier incomplet, entraînant un avis d'ajournement du dossier ou un avis défavorable en comité de sélection (cf article 6 de l'appel à projets).

En cas d'impossibilité d'obtenir le nombre de devis contradictoire, il revient au porteur de projet de saisir le service instructeur afin d'obtenir une dérogation au regard des circonstances exposées.

Si le ou les devis retenus par la CUMA sont plus chers que le(s) autre(s) devis, vous devez le justifier succinctement mais obligatoirement dans l'encart « Description globale du projet », faute de quoi le devis le moins cher sera retenu par le Service instructeur. Si le(s) devi(s) retenu(s) par la CUMA ne sont pas les moins chers parmi les devis présentés, la dépense retenue maximale par devis sera plafonnée au devis le moins cher + 15%.

[illegible]

2. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL GLOBAL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant HT en €
Région Nouvelle-Aquitaine	_ _ _ _ _ _ , _ _
Conseil départemental s'il y a lieu	_ _ _ _ _ _ , _ _
Autre (précisez) :	_ _ _ _ _ _ , _ _
Union européenne (FEADER)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _
Auto – financement	_ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt ^{(1) (2)}	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL GENERAL = coût du projet	_ _ _ _ _ _ , _ _

(1) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire ? : ☐ oui ☐ non



✓ Avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter un prêt Alter'NA pour financer les investissements présentés dans le cadre de cet appel à projets ??

- ☐ oui
☐ non

Dans l'affirmative, merci de bien identifier ce prêt dans le plan de financement prévisionnel et d'informer votre banque de cette demande de subvention.

☐ Je m'engage à signaler au service instructeur de la Région Nouvelle Aquitaine l'obtention d'un prêt Alter'NA.

La Région Nouvelle-Aquitaine vérifiera si un prêt aura été octroyé. Si le plan de financement n'est pas conforme (sur-financement ou taux d'aide dépassé), la subvention FEADER pourra être pour tout ou partie réduite et/ou récupérée.

Pour plus d'informations : <https://www.alter-na.fr/>

Avez-vous déposé depuis 2 ans, une demande d'aide sur un des dispositifs de FranceRelance identifié dans le lien internet ci-dessous ?

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Plan-de-relance-Agriculture/Plan-de-relance-Agriculteurs> ?

OUI NON (Merci d'entourer votre réponse)

Si OUI, sur le(s)quel(s)? _____

6 - LISTE DES PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe
Exemplaire original de la demande daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>
RIB récent comportant IBAN et BIC (doit être cohérent avec l'extrait Kbis : adresse, nom du bénéficiaire...)	<input type="checkbox"/>
Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration précisant le ou les investissements demandés et donnant pouvoir au Président de la CUMA pour la représenter	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité sociale, établie par la MSA, s'il existe au moins un salarié jouissant d'un statut agricole dans la CUMA	<input type="checkbox"/>
2 devis* estimatifs détaillés et comparables des investissements et options principales, de concessionnaires différents, pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € et 3 devis* pour les dépenses supérieures à 90 000 € (le devis devra permettre d'identifier clairement le matériel en rapport avec la liste de matériels éligibles) *cf paragraphe 5 pour le cas d'exception dûment justifié <i>(rappel : les devis doivent comporter les coordonnées et identification du concessionnaire, ainsi que les nom et adresse de la Cuma)</i>	<input type="checkbox"/>
Bilan et compte de résultat des <u>2 derniers</u> exercices clos au moment du dépôt du dossier. Les informations peuvent être regroupées dans un seul et même document. En cas de création récente de la CUMA, au moins un exercice doit être fourni au plus tard au moment de la 1 ^{ère} demande de paiement	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif de la CUMA. En cas de création récente de la CUMA, à fournir au plus tard avant le comité de sélection des projets concerné.	<input type="checkbox"/>
Attestation confirmant que la CUMA est à jour de ses cotisations auprès du HCCA (Haut Conseil de la Coopérative Agricole).	<input type="checkbox"/>
Extrait KBIS à jour de moins de 3 mois ou équivalent , extrait du site ministériel https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr . (Attention, une cohérence entre les informations figurant sur le kbis, la fiche SIRENE et le RIB doit être effectué par le Demandeur). En cas de création récente de la CUMA, à fournir au plus tard avant le comité de sélection des projets concerné	<input type="checkbox"/>
Liste du matériel à jour déjà détenu par la CUMA (tableau détaillé des amortissements. Si besoin, rajoutez manuscritement les derniers matériels acquis ou en cours de demande dans un autre dossier et qui n'ont pas encore été enregistrés dans la dernière liste informatisée). En cas de création récente de la CUMA, à fournir au plus tard avant la 1 ^{ère} demande de paiement	<input type="checkbox"/>
Liste à jour de l'ensemble des adhérents souscrivant au capital social de la CUMA → <u>surlignez</u> les nouveaux adhérents de moins de 2 ans participant au dossier. (Fournir le Kbis ou la fiche SIRENE/INSEE pour toutes les sociétés hors GAEC, EARL, SCEA adhérentes à la CUMA (exemple : Sarl, SAS...). Ce document devra stipuler une activité agricole de la société obligatoirement. Si l'activité agricole n'est pas établie pour chacun des adhérents de la CUMA (sauf exception tel qu'un lycée agricole), la CUMA est inéligible au dispositif.	<input type="checkbox"/>
Pour une CUMA adhérente à une autre CUMA joindre également la liste de ses adhérents. Le cas échéant, le Service instructeur pourra demander d'apporter la justification de l'activité agricole pour certains des adhérents de la CUMA adhérente.	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, suivant les projets	
Arrêté de permis de construire ou Déclaration de travaux <i>(le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant)</i> . Ce document d'urbanisme n'est exigible que dans le cadre des opérations exigeant un tel document et pourra être fourni au plus tard 1 semaine avant le comité de sélection des projets.	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires en lien avec les critères de sélection ou avec les chaînes comprenant plusieurs matériels		
NI / JA ⁽¹⁾	Attestation(s) MSA avec la date de 1 ^{ère} installation du nouvel installé en tant que chef d'exploitation.	<input type="checkbox"/>
	Extrait KBIS si forme sociétaire	<input type="checkbox"/>
Projet inscrit dans le cadre d'un GIEE	Arrêté préfectoral portant reconnaissance d'un GIEE et précisant son objet	<input type="checkbox"/>
Projet engagé dans une démarche de certification environnementale AB ou HVE niveau 3 ⁽²⁾	Attestation(s) de l'organisme certificateur ou engagement HVE (cf. Annexe en fin d'appel à projets)	<input type="checkbox"/>
Inter CUMA (les 3 documents sont exigés)	Convention multi-partenaire	<input type="checkbox"/>
	Mandat	<input type="checkbox"/>
	Liste des adhérents souscrivant au capital social de la 2 ^{ème} (3 ^{ème} ...) CUMA	<input type="checkbox"/>
Fusion de CUMA	Nouveau document d'agrément établi par le HCCA ou à défaut le rapport de fusion fourni par un réviseur agréé	<input type="checkbox"/>
Nouvel adhérent ⁽³⁾	Liste des adhérents souscrivant au capital social de la CUMA de l'année N-2. Cette liste n'est pas à fournir s'il s'agit seulement d'engagement(s) de nouveau(x) adhérent(s). Par contre, ces nouveaux engagés doivent être rajoutés manuscritement sur la liste des adhérentes, année N, de même si ce sont à la fois des nouveaux adhérents et des NI/JA. Au moment de la demande de paiement, un contrôle sur les adhésions effectives des nouveaux adhérents sera effectué par le Service instructeur	<input type="checkbox"/>
Emploi CUMA ou via Groupement employeur	Dernier bulletin de salaire ou Facture Groupement employeur à partir de 0.5 ETP en CDI ou engagement ⁽²⁾ sur papier libre par la CUMA concernant la promesse d'emploi	<input type="checkbox"/>
Chaîne de mise en culture pour l'élevage	Fiche INSEE avec le N° APE de tous les adhérents au projet → 100% éleveurs https://avis-situation-sirene.insee.fr/	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾En cas d'installation en cours au moment du dépôt du dossier, ces deux documents peuvent être fournis au plus tard à la 1^{ère} demande de paiement.

⁽²⁾L'attestation de l'organisme certificateur (critère de sélection certification HVE ou Bio), le dernier bulletin de salaire pour un emploi CUMA ou la facture Groupement Employeur pour un emploi dédié à la CUMA (Critère de sélection Emploi) est ou sont exigés au plus tard à la dernière demande de paiement si seul l'engagement a été fourni à la demande d'aide.

Renseignement concernant le HVE sur le site du Ministère : <https://agriculture.gouv.fr/certification-environnementale-mode-demploi-pour-les-exploitations>

⁽³⁾Les nouveaux adhérents doivent figurer et être identifiés en tant que tel sur la liste des adhérents, Année N fournie au dossier de la CUMA, Chapitre 1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (Tableau Nombre d'adhérents exploitants ...au projet) **ET** dans la future liste des adhérents de la CUMA avec les parts sociales détenues, à fournir obligatoirement au plus tard à la 1^{ère} demande de paiement.

Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique qui pourrait être nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents composantes : administratifs tels que statuts ou autres, financiers, techniques...

Il est rappelé que les CUMA ne doivent pas redemander sur ce dispositif PCAE Cuma et cette période les mêmes investissements qu'ils auraient, le cas échéant, déjà déposé(s) sur un des dispositifs de FranceAgrimer <https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Plan-de-relance-Agriculture/Plan-de-relance-Agriculteurs>, sauf s'ils ont reçu un courrier de rejet de la part de FranceAgrimer à ce propos entre temps.

Les services de la Région réaliseront des vérifications à chaque étape de la vie du dossier. En cas de doublon identifié (double financement ou susceptible d'avoir un double financement), l'investissement concerné sera automatiquement exclu du dossier de demande PCAE CUMA et ne pourra pas faire l'objet d'une aide Feader dans le cadre du présent Appel à projets.

7 - OBLIGATIONS GENERALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides en matière d'investissements dans les exploitations agricoles en CUMA.

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissements.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès du guichet unique – Service instructeur Régional (GUSI) : devis signé, bon de commande, facture émise ou payée.
- Avoir pris connaissance de la notice relative à l'opération et notamment aux points de contrôle, règles de versement des aides et sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères d'éligibilité et de sélection de mon (notre) projet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons)**, sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer le GUSI du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer le GUSI de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».

- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.
- Respecter les critères de sélection valant engagement et ayant permis à mon (notre) projet d'être sélectionné.
- A faire passer au banc d'essai moteur le(s) tracteur(s) faisant l'objet de la présente demande d'aide dans un délai d'1 an à compter de la date d'acquittement de la facture

☐ * **Dans le cadre d'investissements de matériel(s) similaires, déjà présents dans la CUMA, je m'engage, (nous nous engageons)** à conserver le matériel déjà présent pendant une durée minimale de 3 ans (date de facture), à compter de l'achat du matériel similaire, figurant sur le présent dossier de subvention. A l'issue des 3 ans, je m'engage, (nous nous engageons) à fournir au Service Instructeur le tableau détaillé des amortissements de la CUMA afin de justifier cet engagement.


Dans le cas de plusieurs matériels similaires dans la CUMA en face du ou des nouveau(x) matériel(s) demandé(s), la règle de conservation des 3 ans ne vaut, pour chaque cas, que pour un des matériels similaires, au choix de la CUMA. De même, il est possible de reporter l'engagement sur un matériel semblable qui serait acheté sans demande de subvention.

*Cet engagement **n'est obligatoire** que si vous avez coché **OUI** à la phrase « **Le projet concerne un matériel similaire déjà présent dans la CUMA ?** », Fin du Chapitre 2 IDENTIFICATION DU PROJET.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

Fait à _____	le _____	
Nom, prénom	et	Signature du demandeur :
<div style="border-top: 1px dotted black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>		

ANNEXE – ENGAGEMENT DANS UNE DEMARCHE DE CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE DE NIVEAU 3 :

 RÉGION Nouvelle- Aquitaine	ENGAGEMENT dans une démarche de CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE niveau 3 « Haute Valeur Environnementale »)
---	---

1. ☐ Je m'engage dans une démarche de certification environnementale de niveau 3 - HVE – Haute Valeur Environnementale : HVE-Nouvelle Aquitaine, ou toute autre certification HVE
2. ☐ J'ai bien pris connaissance du cahier des charges de cette certification et des modalités et délais pour être certifié.
3. ☐ J'ai bien pris connaissance que le document prouvant la certification (certificat) devra être fourni au plus tard au moment de la demande de paiement du solde de ma demande d'aide
4. ☐ J'ai bien pris connaissance qu'**en cas d'absence de certification, le solde de l'aide ne sera pas versé**, et les éventuels acomptes qui auraient été versés devront être remboursés.

Nom de l'exploitation :		Nom(s) et Signature(s) de l'exploitant, du gérant en cas de forme sociétaire ou tous les associés en cas de GAEC :	
-------------------------	--	--	--